

Ce dont il faut se méfier

Personne ne satisfait mieux que Abdelbari Atwane à la définition moderne de l'expression «se faire l'avocat du diable», tant il excelle à cultiver la contradiction, et même le déni. Le directeur et éditorialiste du quotidien londonien *Al-Quds* a dénoncé vendredi dernier la décision d'interdire l'entrée en France au cheikh Karadhaoui. Une réaction de solidarité normale, me direz-vous, d'un Arabe avec un autre Arabe, attaqué par un président qui rêve d'ajuster à sa taille l'armure de Charles Martel. Mortellement nationaliste, épisodiquement islamiste, notre confrère ne pouvait que ressentir de l'indignation face à ce geste discriminatoire. Non content d'aligner des performances en matière d'expulsion d'Arabes, Sarkozy veut aussi les arrêter aux frontières. Ce souci de perfection en la matière est ravivé par la découverte récente d'un argument fondamental, celui de l'apparence. Et dans son ardeur à séduire les électeurs du parti lepéniste, le président français sortant (inch'Allah !) a appris à s'en défier. Car, non contents d'être basanés, frisés, les Arabes sont accablés par un autre défaut : l'apparence musulmane. Or, Karadhaoui toujours plus raide dans ses sermons que partout ailleurs, maîtrise à fond l'art de cultiver les apparences. C'est même l'une des disciplines majeures qui sont enseignées au sein du mouvement des Frères musulmans, dont le

cheikh est le porte-drapeau. Là où l'argumentation de M. Abdelbari Atwane exsude du soufre, c'est lorsqu'il affirme, sans hésiter, que Karadhaoui est une figure emblématique de l'«Islam modéré». Tout comme le sont, d'ailleurs, selon l'éditorialiste du quotidien londonien, les quatre ou cinq autres prêcheurs interdits de visa français. De fil en aiguille, comme dirait un confectionneur de «djilbabs», et du haut de son observatoire britannique, il nous délivre sa deuxième conviction : l'Union des organisations islamiques de France (U.O.I.F) est «modérée», elle aussi. Elle respecte la laïcité et milite pour l'intégration des jeunes musulmans dans la société française. En quoi faisant ? Notre confrère ne nous donne pas de détails là-dessus, mais il est de notoriété publique que l'U.O.I.F célèbre l'égalité des sexes en séparant les femmes voilées des hommes barbus lors de ses rassemblements. En fait, l'interdiction notifiée aux prédicateurs, dont le plagiaire Al-Qarni, est surtout un avertissement à l'U.O.I.F, dont les liens avec l'Internationale islamiste sont de plus en plus évidents.

Abdelbari Atwane nous assène, enfin, son argument massue : ce qu'a fait Sarkozy n'est pas bien, c'est même un geste d'ingratitude et un coup de Jarnac, parce que Karadhaoui était, il y a peu, un allié des Occidentaux. Et de rappeler que le confesseur

attitré de Khadidja Bengana a lancé une fatwa condamnant à mort Kadhafi et soutenant l'intervention armée des puissances occidentales. Il a agi de même en Syrie, en appelant à la destitution du président Bachar Al-Assad, et au soutien aux mouvements insurrectionnels. Telle n'a pas été la position du journaliste londonien qui a été obligé de changer son fusil d'épaule sous la pression des événements dans ces deux pays. Un autre argument concernant l'ingratitude de Sarkozy et de l'Occident, que l'ami Atwane a mis de côté, c'est la dernière «tentation» de Karadhaoui. En effet, dans son zèle à stimuler la nouvelle alliance de l'Occident libéral et de l'Orient ré-islamisé, le cheikh prêcheur d'Al-Jazeera et du Qatar a édité une nouvelle fatwa. Celle-ci proclame que le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K), mouvement insurrectionnel en Turquie, est une organisation terroriste.

La fatwa et la critique acerbe, non dénuée de racisme, contre les insurgés kurdes sont intervenues la veille de l'interdiction annoncée par Sarkozy, constate le journaliste kurde Abdelghani Ali Yahia. Ce dernier en relève le côté ironique, alors que l'alliance entre l'Occident et le mouvement des Frères musulmans semblait être au mieux, à la faveur du «printemps arabe». Il note que l'hostilité anti-kurde de Karadhaoui l'a tellement aveuglé qu'il en a oublié de

condamner le meurtre d'enfants juifs, à la sortie d'une école en France. «Au reste, rappelle Abdelghani Ali Yahia, ces attaques contre les Kurdes ne sont pas les premières du genre. Déjà en 1992, lorsque les Kurdes se sont vu reconnaître leur entité démocratique, le cheikh Ahmed Yassine avait comparé cette entité à un deuxième Israël. Le fondateur du Hamas avait promis de s'attacher à faire disparaître ce second Israël, c'est-à-dire l'entité kurde d'Irak, aussitôt qu'il aurait assuré la destruction du premier. Et c'est ce ressentiment contre les Kurdes, tous les Kurdes, que Karadhaoui vient ressusciter.» Le journaliste compare ensuite l'obstination du prédicateur qatari à ignorer la réalité kurde et les efforts entrepris pour trouver une solution pacifique au conflit. Et il souligne : «L'attitude raciste de Karadhaoui est ancrée en lui et elle est constante. Sa négation des droits kurdes en Turquie s'étend au rejet des droits des Kurdes où qu'ils se trouvent. Nous ne l'avons jamais entendu soutenir une quelconque revendication kurde, que ce soit en Iran, en Irak ou en Syrie. Or, qu'il le veuille ou non, il est en train d'attiser les divisions entre musulmans, et plus particulièrement entre les musulmans kurdes et les musulmans turcs.»

Karadhaoui pourrait rétorquer que toutes ces questions pourraient trouver une heureuse issue dans le cadre



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

du califat qui, comme chacun le sait, est la cité idéale, le système politique parfait, pour l'éternité. On peut aussi s'arrêter sur les réponses à double sens de ce candidat islamiste à la présidentielle égyptienne, le sieur Abou-Lfoutouh. Interrogé sur ce qu'il ferait en matière d'art, de musique, de cinéma et de liberté d'expression, s'il était élu, il a répondu : «Toutes ces choses seront traitées conformément à la Constitution, aux lois et devant la justice.» Ce qui a fait dire au chroniqueur égyptien Sammy Buhaïri que ce sont là «des mots justes pour couvrir des desseins injustes». Nous savons très bien que «la Constitution sera la leur, que la loi sera leur loi, et que les juges seront également les leurs», dit-il en faisant remarquer que l'écrasante majorité des rédacteurs de la future Constitution appartiennent à la mouvance islamiste.

A. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Surveiller, oui, mais de manière responsable et patriotique !

Commentaire de Belaïz après sa nomination à la tête du Conseil constitutionnel : «ce n'est que...

... justice !»

C'est l'histoire triste et en même temps cocasse d'un profond malentendu. Des mecs et des nanas ont été installés par le Palais pour surveiller les prochaines élections législatives, et les mêmes mecs et les mêmes nanas, sachant pourtant pertinemment qui habite le Palais et quelles mœurs s'y pratiquent, ont malgré tout cru qu'ils avaient pour réelle mission de sérieusement surveiller ce scrutin. Mon Dieu ! Quel dramatique malentendu ! Comment en est-on arrivé là ? Pourtant, tout cela n'aurait jamais dû arriver. Le protocole est pourtant clair et en usage depuis des décennies, non ? Moi, je te nomme pour faire semblant de surveiller mes élections et toi, tu fais semblant de les surveiller sans oublier de fermer les yeux comme décrit au chapitre 2 du protocole. Je ne vois comment on peut se tromper avec un manuel aussi précis et qui détaille les tâches de chacun ! Les membres de cette commission auraient-ils inhalé par accident des gaz euphorisants destinés à l'origine aux électeurs ? Auraient-ils lu le protocole en diagonale, la diagonale étant une forme géométrique satanique proscrite par les mathématiciens arabes dès l'entame de l'islamisation de cette science très exacte ? Auraient-ils confondu le protocole D.Z avec un autre protocole oublié là lors d'un précé-

dent scrutin par un observateur finlandais dépressif au bout de quinze jours de scrutation d'un vote à l'algérienne ? Sinon, je ne vois pas comment les membres de la commission en sont ainsi réduits aujourd'hui à menacer de faire grève. D'abord, savent-ils ces gens-là que la justice, avec ou sans Belaïz, va déclarer leur débrayage illégal. Savent-ils aussi que Djoudi, le ministre de l'argent, va ordonner le gel de leurs salaires ? Savent-ils également que Tayeb Louh va exiger l'immobilisation de leurs plans de carrière ? Et savent-ils qu'ils n'auront même pas droit au couffin du Ramadan, cet été ? A moins qu'ils ne reviennent à de meilleurs sentiments. Ceux décrits par le protocole, chapitre 3 : surveiller le scrutin de manière responsable et patriotique. Eviter de chercher des poux dans la tête des autres, les poux étant connus pour sauter d'une tête à l'autre rapidement, sans prévenir, à la vitesse d'une balle. Respecter la tradition nationale de la sieste et, donc, cesser de scruter entre midi et quatorze heures, voire jusqu'à 20 heures en zone saharienne et steppique, la banlieue d'Alger entrant bien évidemment dans ces catégories depuis le dernier découpage administratif. Et puis arrêter de menacer à tout bout de champ de «geler» les activités de la commission. M'enfin ! Geler ses activités dans un pays méditerranéen où il fait 22 degrés en plein mois de février, qui va vous prendre au sérieux les mecs, hein, qui ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

